

PASTORALE
DES MIGRANTS
EN AFRIQUE
RAPPORT 2017



PASTORALE DES MIGRANTS EN AFRIQUE : RAPPORT 2017

**INSTITUT SCALABRINI POUR LA MOBILITÉ HUMAINE
EN AFRIQUE
(INSTITUTE FOR HUMAN MOBILITY IN AFRICA - SIHMA)**

POUR LA

**SECTION MIGRANTS & RÉFUGIÉS DU DICASTÈRE
POUR LE SERVICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN INTÉGRAL**

CITÉ DU VATICAN 2019

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PRÉMISSSE	3
PASTORALE DES MIGRANTS EN AFRIQUE EN 2017	5
MINISTÈRE AUPRÈS DES PERSONNES DÉPLACÉES, DES DEMANDEURS D'ASILE ET DES RÉFUGIÉS	5
MINISTÈRE AUPRÈS DES MIGRANTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX	7
MINISTÈRE AUPRÈS DES VICTIMES DE LA TRAITE DES PERSONNES	9
ACCUEILLIR : BONNES PRATIQUES	11
BIENVENU SHELTER, SCEURS SCALABRINIENNES, AFRIQUE DU SUD	11
PROGRAMME D'ACCUEIL, JESUIT REFUGEE SERVICE, MALAWI	13
PROTÉGER : BONNES PRATIQUES	14
PROJET MARATANE, MISSIONNAIRES SCALABRINIENS, MOZAMBIQUE	14
CAMP DES PERSONNES DÉPLACÉES DE GUMBO, MISSIONS SALÉSIENNES, SUD-SOUDAN	16
PROMOUVOIR : BONNES PRATIQUES	18
CAMP DE RÉFUGIÉS DE TONGOGARA, JESUIT REFUGEE SERVICE, MISEAN CARA, ZIMBABWE	18
ÉCONOMIE RÉSILIENTE ET MOYENS DE SUBSISTANCE, ÉGLISE CATHOLIQUE D'ÉTHIOPIE (ECC-SDCO), ÉTHIOPIE	18
ÉDUCATION DES ENFANTS DANS LE CAMPS DE RÉFUGIÉS DE PALABEK, MISSIONS SALÉSIENNES, OUGANDA	20
ÉDUCATION DE LA JEUNESSE ET SERVICES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, VICARIAT APOSTOLIQUE DE GAMBELLA, ÉTHIOPIE	22

TABLE DES MATIÈRES

ÉDUCATION ET SOUTIEN PSYCHO-SOCIAL DES RÉFUGIÉS SOMALIENS, JESUIT REFUGEE SERVICE, ÉTHIOPIE	24
ÉDUCATION ET MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS CONGOLAIS, JESUIT REFUGEE SERVICE, RDC	24
PROJETS POUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE, CENTRE SCALABRINIEN DU CAP, AFRIQUE DU SUD	26
INTÉGRER : BONNES PRATIQUES	29
BONNES PRATIQUES POUR L'INTÉGRATION DES MIGRANTS ET DES RÉFUGIÉS, CEPAMI, ANGOLA	29
PROJET POUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES RÉFUGIÉS AU CAMP DE MANTAMPALA, CARITAS MANSA, ZAMBIE	32
PROJET D'INTÉGRATION, JESUIT REFUGEE SERVICE, AFRIQUE DU SUD	34
PROJET SUNRISE, MISSIONS SALÉSIENNES, ÉGYPTÉ	35
FORMATION POUR L'ACQUISITION DE COMPÉTENCES POUR LES RÉFUGIÉS AU CAMP DE KAKUMA, MISSIONS SALÉSIENNES, KENYA	37
CONCLUSION	40

INTRODUCTION

Ce rapport a été demandé par la Section Migrants & Réfugiés du Dicastère pour le Service du Développement Humain Intégral et rédigé par l'Institut Scalabrini pour la Mobilité Humaine en Afrique (SIHMA) de juin à octobre 2018. Le SIHMA, organisation et centre de recherches à but non lucratif, est l'un des projets menés en Afrique du Sud par les Missionnaires de Saint-Charles, appelés scalabrinien, une Congrégation de l'Église catholique qui se consacre aux migrants, aux réfugiés et aux gens de mer.

Cette partie fournit une explication détaillée de la méthodologie utilisée pour accomplir ce projet. Tout d'abord, une recherche documentaire a été effectuée pour examiner les données secondaires disponibles, y compris les documents, les rapports annuels et les rapports de projets sur le travail accompli par la communauté catholique en Afrique (par exemple, les Commissions épiscopales, les diocèses, les paroisses, les congrégations religieuses, les groupes de migrants, etc.). Ensuite, en juin 2018, une lettre a été envoyée par la Section Migrants & Réfugiés à toutes les Conférences épiscopales en Afrique pour demander des informations sur les services rendus par les institutions et les organisations catholiques en Afrique.

Un questionnaire simple a permis de recueillir des informations – portant sur l'année 2017 – sur trois différents types de groupes : les réfugiés et les personnes déplacées, les migrants internationaux et les victimes de la traite des personnes. Les informations sur chacun de ces trois groupes ont été classifiées selon les différentes sortes de service qui leur ont été offerts. Le SIHMA a rassemblé, classifié et analysé les données selon les types de services suivants : éducation, moyens de subsistance, aspects psycho-sociaux, urgences, défense des intérêts, santé et hébergement.

Des informations concernant le nombre de personnes du staff et de volontaires engagés dans les différentes activités ont aussi été recueillies, ainsi que des informations financières relatives au coût total des projets. En tout, des données ont été recueillies à partir de multiples organi-

INTRODUCTION

sations dans 29 pays sur les 54 que compte l'Afrique : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Benin, Botswana, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Île Maurice, Kenya, Malawi, Maroc, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, République Démocratique du Congo (RDC), Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sud-Soudan, Zambie et Zimbabwe.

Cette étude comporte néanmoins quelques limites. Tout d'abord, elle porte sur une courte période de temps et, malgré les requêtes nombreuses et répétées, certaines Conférences épiscopales régionales et nationales n'ont pas été en mesure de fournir des informations conséquentes. Dans certains cas, les informations fournies étaient incomplètes ou confuses. De plus, le rapport spécifique de chaque bonne pratique reproduit ce que son sponsor a rapporté sans vérification indépendante, de sorte que ni la Section Migrants & Réfugiés ni le SIHMA ne peut assumer la responsabilité de son exactitude ; les références se rapportant à ces rapports commencent par " Source " (notes 27-39, 41-43). Un autre aspect concerne le " double comptage ", notamment dans les cas où les réfugiés et les migrants ont accès à plus d'un service et sont donc comptés deux fois, ce qui affecte les données portant sur le nombre total d'individus assistés et conduit à une surestimation.

PRÉMISSSE

Dans l'Évangile de Matthieu, le Seigneur nous enseigne à accueillir l'étranger : « Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger, j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire, j'étais étranger et vous m'avez accueilli » (Mt 25, 35) ; « Dans la mesure où vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait » (Mt 25, 40).

À notre époque, la migration globale constitue un défi qui requiert de la communauté catholique qu'elle mette en œuvre un système effectif de protection et d'assistance pour les réfugiés et les migrants. Le Pape François ne cesse de montrer sa profonde compassion pour toutes les personnes déplacées, en invitant tout le monde à résister à « la globalisation de l'indifférence ». Comme en témoigne son appel à se soucier d'eux dans toutes les dimensions : *accueillir, protéger, promouvoir et intégrer* les migrants, les réfugiés, et les victimes de la traite des personnes.

À travers la Section Migrants & Réfugiés du Dicastère du Vatican pour le Service du Développement humain intégral, l'Église a développé 20 *Points d'action pastorale*.¹ Ces vingt points aident à nous guider pour remplir cette tâche qui nous concerne tous à l'égard des réfugiés, aussi bien comme nation d'accueil que comme soutien des nations d'accueil, ou encore comme nation de destination finale. Ils « proposent des mesures effectives et efficaces qui, ensemble, constituent une réponse intégrale aux défis actuel. En accord avec l'enseignement du Pape François, les points sont regroupés en quatre grands thèmes : *accueillir, protéger, promouvoir et intégrer* ».²

En Afrique, le rôle de l'Église comme défenseur des migrants et des réfugiés est plus important que jamais, car les personnes qui se déplacent continuent à être soumis aux abus, à l'exploitation et à la violence. La communauté catholique met en œuvre une pastorale active, avec des

¹ Section Migrants & Réfugiés. 2017. Répondre aux réfugiés et aux migrants to : 20 points d'action pastorale. Voir <<https://migrants-refugees.va/20-action-points-migrants/>> (Consulté le 3 mars 2019).

² Ibid., 2.

PRÉMISSE

services sociaux et éducatifs, et en défendant les migrants et les réfugiés dans le besoin. Le travail qu'accomplissent les institutions et organisations catholiques (diocèses, paroisses, congrégations religieuses et ONG) sur tout le continent africain apporte de l'espoir à des milliers de réfugiés et de migrants, favorise leur sécurité et leur rend leur dignité.

Ce rapport entend contribuer au débat public sur les migrations contemporaines en fournissant des statistiques d'ensemble et mises à jour au sujet des actions promues par les organisations et agences catholiques pour accueillir, protéger, intégrer et promouvoir l'autonomie des réfugiés et des migrants en Afrique. Il cherche aussi à mettre en lumière les bonnes pratiques et à renforcer le dialogue et la collaboration entre les institutions catholiques sur le continent. Ce rapport est détaillé mais pas exhaustif et représente la première tentative de développer une base de données unique sur toutes les activités accomplies par les organisations catholiques pour venir en aide aux personnes en migration en Afrique.

PASTORALE DES MIGRANTS EN AFRIQUE EN 2017

Les informations contenues dans ce rapport ont été recueillies avec la collaboration de plusieurs Conférences épiscopales et agences qui fournissent une assistance aux réfugiés, aux personnes déplacées, aux migrants et aux victimes de la traite des personnes en Afrique.

MINISTÈRE AUPRÈS DES PERSONNES DÉPLACÉES, DES DEMANDEURS D'ASILE ET DES RÉFUGIÉS

Le nombre de réfugiés en Afrique s'élève à 6,3 millions,³ toutefois ce chiffre n'inclut pas les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (IDPs) qui constituent la grande majorité des personnes déplacées. On estime qu'en 2017, 14,5 millions de gens étaient déplacés à l'intérieur de leur pays, comme conséquence de conflits.⁴ Dans l'ensemble, en 2017, la population totale relevant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR ou HCRNU) en Afrique s'établissait à 24,2 millions de personnes, y compris les demandeurs d'asile (509 000), les apatrides (712 000), les rapatriés (1,7 million) et d'autres catégories concernées (510 000).⁵

Les pays africains qui provoquent le plus grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans leur pays sont : la République Démocratique du Congo (5,1 millions), le Sud Soudan (4,4 millions), la Somalie (3 millions), le Nigeria (2,6 millions), la République Centrafricaine (1,2 millions) et le Mali (168 000). L'Ouganda est le pays africain abritant le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (1,3 millions) suivi par le Soudan (906 600) et l'Éthiopie (883 546).⁶

3 UNHCR. 2017. Global Report. Voir <<https://bit.ly/2IQEcH1>> (Consulté le 26 février 2019).

4 Ibid.

5 Ibid.

6 Ibid.

Une vaste majorité des gouvernements africains applique une politique de campement très stricte. La plupart des réfugiés résident dans des camps où les services basiques sont fournis par les gouvernements avec l'assistance des agences humanitaires. Peu de pays, comme l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Ouganda et l'Éthiopie, ont des politiques de non-campements ou mixtes (campement/non-campement) afin de promouvoir les moyens de subsistance et l'autonomie et les moyens de subsistance parmi les réfugiés urbains.

Les toutes récentes statistiques communiquées par l'UNHCR révèle que les réfugiés représentent 14% de la population totale des migrants internationaux en Afrique. Cette donnée confirme que la mobilité humaine en Afrique sub-saharienne est davantage provoquée par des facteurs économiques que par des conflits.⁷

Des institutions catholiques et les agences qui leur sont affiliées ont porté assistance à un total de **699 488** réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en 2017 (voir ci-dessous Tableau 1). Sur ceux-ci, **275 559** (39%) ont reçu cette assistance par le biais de programmes d'urgence, **180 937** (26%) à travers des programmes éducatifs, **111 359** (16%) grâce à des projets concernant les moyens de subsistance, **106 974** (15%) au moyen de programmes pastoraux et psycho-sociaux, **14 784** (2%) grâce à des projets sanitaires, **9 977** (moins de 2%) par le biais de programmes de défense et de protection (*advocacy*) et **898** (moins de 1%) en recevant un refuge.

Le coût global de ces projets s'est élevé à **23 621 000 €**. Le nombre de personnel employé a totalisé **527** et le nombre de volontaires **1196**.

Tableau 1 : Ministère en faveur des personnes déplacées, des demandeurs d'asile et des réfugiés

Type de programme	Nombre de personnes assistées
Éducation	180 937
Moyens de subsistance	111 359
Psycho-social/Pastoral	106 974
Urgence	274 559
Défense des droits	9 977
Santé	14 784
Abri	898
Total	699 488

7 Ibid.

MINISTÈRE AUPRÈS DES MIGRANTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

L'Afrique possède une population de 1,2 milliard de personnes et les migrants représentent 2% du total de celle-ci.⁸ Les données de l'année 2017 montre que 24,7 millions de migrants internationaux résidaient en Afrique et que 36,1 millions d'émigrants quittaient le continent.⁹ Les femmes migrantes représentaient 47, 1% d'entre eux, alors que le nombre d'enfants en dessous de 18 ans s'élevait à 29, 8% du total de la population.¹⁰

Selon les statistiques fournies par les Nations Unies, on prévoit que l'Afrique connaîtra plus de la moitié de croissance mondiale de la population entre 2015 et 2050. Sa population devrait doubler d'ici à 2050 et pourrait à nouveau doubler d'ici à 2100.¹¹ La population du Nigeria, qui occupe actuellement le 7^{ème} rang de la population mondiale, devrait dépasser celle des États-Unis d'Amérique et devenir la 3^{ème} population la plus importante dans le monde un peu avant 2050.¹² De 2017 à 2050, on prévoit que la moitié de la croissance de la population mondiale sera concentrée dans 9 pays : l'Inde, le Nigeria, la RDC, le Pakistan, l'Éthiopie, la Tanzanie, les États-Unis d'Amérique, l'Ouganda et l'Indonésie.¹³ Cet accroissement significatif de la population affectera principalement et surtout le continent africain, étant donné qu'une large majorité de la population du continent se déplacera dans cette région.¹⁴

En 2017, le nombre de migrants internationaux en Afrique a totalisé 24,6 millions de personnes.¹⁵ Les principaux pays d'accueil en Afrique ont

8 Migration Data Portal : The Bigger Picture. 2017. IOM's GMDAC, UNDESA. Voir <<https://bit.ly/2OBs2UM>> (Consulté le 20 mars 2019).

9 Ibid., 1.

10 United Nations Department of Social and Economic Affairs. 2017. Population Division International Migration Report 2017 : Highlights. ST/ESA/SER.A/404. New York.

11 SAIIA. 2018. 'The Containment Compact': The EU Migration 'Crisis' and African Complicity in Migration Management. Johannesburg

12 DESA, U.N. 2017. World Urbanization Prospects, the 2017 Revision. Population Division, Department of Economic and Social Affairs, United Nations Secretariat.

13 Ibid.

14 Flauhaux, M. and de Hass, H. 2016. African migration : Trends, patterns, drivers. Comparative Migration Studies 4 : 1 : 1-25.

15 UNCTAD. 2018. Economic Development in Africa : Report 2018. Migration for Structural Transformation. New York and Geneva : United Nations 2018.

été l'Afrique du Sud (4 millions) et la Côte d'Ivoire (2,2 millions),¹⁶ tandis que le principal pays de départ a été l'Égypte (3,4 millions).¹⁷ Les migrants des pays d'Afrique du Nord comme le Maroc, l'Algérie et la Tunisie migrent principalement en Europe (5 millions), tandis que les migrants quittant l'Égypte et le Soudan préfèrent se rendre dans les États du Golfe (3 millions).¹⁸

La grande majorité des migrants d'Afrique restent sur le continent et un grand nombre d'entre eux restent dans la même région. Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), en 2017, 19 millions d'Africains vivaient en dehors de leur pays de naissance.¹⁹ Le taux de déplacement le plus élevé se produit des territoires ruraux dépourvu de littoral vers les zones urbaines côtières.²⁰ En outre, la majorité des migrants se rend dans des pays où ceux-ci ont déjà des liens, comme des membres de la famille ou des amis.²¹

Les institutions catholiques et les organisations qui y sont liées sont venues en aide à un total de **129 265** migrants nationaux et internationaux en 2017 (voir Tableau 2 ci-dessous). Sur ce nombre, **80 566** (62%) ont reçu une assistance à travers des programmes concernant les moyens de subsistance, **21 911** (17%) à travers des programmes pastoraux et psycho-sociaux **12 321** (9%) à travers des programmes touchant à la santé, **4 918** (4%) à travers des programmes d'urgence, **4 717** (4%) à travers des programmes d'éducation, **3 632** (3%) à travers des programmes de défense, et **1 200** (1%) en recevant un abri.

Le coût total de ces projets s'est élevé à **1 783 024 €**. Le nombre de personnel employé a atteint **422** et le nombre total de volontaires **752**.

16 Ce nombre de migrants en Côte d'Ivoire correspond à une estimation de l'Organisation Internationale pour les Migrants (OIM). Toutefois, selon l'Institut National de Statistiques de Côte d'Ivoire, en 2014, la population non ivoirienne atteignait 5 490 222 personnes. Voici le lien de ce recensement : http://www.ins.ci/n/documents/RGPH2014_expo_dg.pdf

17 UNCTAD. 2018. Economic Development in Africa : Report 2018. Migration for Structural Transformation. New York and Geneva : United Nations. / KNOMAD. 2018. " Migration ". Voir < <https://bit.ly/2yp2BM5> > (Consulté le 15 octobre 2018).

18 Organisation Internationale pour les Migrations. 2018. Rapport mondial 2018. Genève : OIM.

19 Ibid., 7.

20 Ibid., 5.

21 Schoumarker, B., Flahaux, M., Beauchemin, C., Schans, D., Mazzucato, V., and Sakho, P. 2018. African migration : Diversity and changes. In : Beauchemin, C. (Ed.). 2018. Migration Between Africa and Europe. Paris: Springer.

Tableau 2 : Ministère auprès des migrants nationaux et internationaux en Afrique

Type de programme	Nombre de personnes assistées
Éducation	4 717
Moyens de subsistance	80 566
Psycho-social/Pastoral	21 911
Urgence	4 918
Défense des droits	3 632
Santé	12 321
Abri	1 200
Total	129 265

MINISTÈRE AUPRÈS DES VICTIMES DE LA TRAITE DES PERSONNES

Globalement, on estime qu'au moins 40 millions de personnes sont concernés par une forme de trafic, y compris le trafic à des fins d'exploitation sexuelle, de travaux forcés et pour d'autres objectifs (par exemple, le trafic d'organes).²² Les chiffres ont augmenté ces dernières années, ce qui pourrait être attribué « à l'amélioration des capacités nationales à détecter, enregistrer et communiquer les données sur les victimes du trafic ou à l'augmentation de l'incidence du trafic, c'est-à-dire au fait que plus de personnes ont été victimes de trafic ». ²³

Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le trafic en vue du travail forcé est la forme la plus courante détectée en Afrique subsaharienne (63% du total) et la plupart des victimes de cette région sont des enfants (plus de 50% du total en 2016).²⁴ On estime que 6, 25 millions d'individus réduits en esclavage, soit 13, 6% de la population mondiale réduite en esclavage, se trouvent en Afrique subsaharienne.²⁵ Les migrants subsahariens en transit vers l'Europe

²² Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). 2018. Rapport global sur la traite des personnes 2018. Voir <<https://bit.ly/2AzgZ5j>> (Consulté le 28 janvier 2019).

²³ Ibid., 7 (Notre traduction).

²⁴ Ibid., 80.

²⁵ United States Department of State. 2018. Trafficking in Persons Report. Voir <<https://bit.ly/2N5ytL>> (Consulté le 28 janvier 2019).

sont victimes du trafic des passeurs et des organisations criminelles. La Libye est un pays de destination aussi bien pour les hommes que les femmes de l'Afrique subsaharienne qui sont victimes du trafic à des fins d'exploitation sexuelle ou de travail.²⁶

Les données montrent que le trafic est plus étendu dans les régions d'Afrique de l'Ouest que dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Dans le Sud de l'Afrique, la majorité des victimes de trafic sont des femmes, tandis que le recrutement des enfants pour les combats armés est bien documenté dans les zones de combats en République Démocratique du Congo et en République Centrafricaine.²⁷

Au total, **1 375** victimes de trafic ont été assistées en 2017 (voir Tableau 3 ci-dessous). Sur ce nombre, **593** (43%) ont été assistées par des institutions catholiques et des organisations qui leur sont liées grâce à des programmes d'éducation, **256** (18%) grâce à des programmes pastoraux et psycho-sociaux, **235** (17%) grâce à des programmes de défense des droits, **218** (16%) grâce à des programmes concernant les moyens de subsistance, **37** (3%) grâce à des programmes touchant à la santé, **23** (2%) en recevant un abri et **13** (1%) ont été assistées dans des situations d'urgence.

Le coût total de ces projets s'est élevé à **344 183 €**. Le nombre de personnel employé a atteint **80**, et le nombre total de volontaires **395**.

Tableau 3 : Ministère auprès des victimes de la traite des personnes en Afrique

Type de programme	Nombre de personnes assistées
Éducation	593
Moyens de subsistance	218
Psycho-social/Pastoral	256
Urgence	13
Défense des droits	235
Santé	37
Abri	23
Total	1 375

²⁶ Ibid., 462.

²⁷ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). 2018. Rapport global sur la traite des personnes 2018. Voir <<https://bit.ly/2AzgZ5j>> (Consulté le 28 janvier 2019).

ACCUEILLIR : BONNES PRATIQUES

BIENVENU SHELTER, SŒURS SCALABRINIENNES, AFRIQUE DU SUD²⁸

Bienvenu Shelter est situé à Bertrams et continue d'être le seul refuge à Johannesburg qui fournit un habitat sain et sûr aux migrants, aux réfugiés et aux femmes déplacées avec leurs enfants. Ce refuge a étendu ses services aux migrants nationaux provenant de différentes provinces et qui se trouvent sans ressources dans un pays connaissant des taux élevés de xénophobie. Cela a favorisé une meilleure cohésion sociale. Bienvenu Shelter a été créé en 2001 par les Sœurs Missionnaires de Saint-Charles Scalabrini, connues également sous le nom de Sœurs scalabrinienes, d'abord en partenariat avec le Service jésuite des réfugiés, le Jesuit Refugee Service (JRS), les Sœurs de la Sainte-Famille qui ont donné l'édifice actuel, et les prêtres missionnaires comboniens. Ce refuge fut créé en réponse à la crise croissance de survie à laquelle devaient faire face des femmes et leurs enfants qui fuyaient les atrocités commises dans leurs pays d'origine. L'accord de financement avec le JRS a pris fin en 2005, bien qu'une forte relation de travail ait demeuré au fil des années. Dès le premier jour de sa fondation, Bienvenu Shelter a été une mission très importante pour les Sœurs missionnaires scalabrinienes, qui consacrent leurs talents et leur vocation à venir en aide aux femmes les plus nécessiteuses et à leurs enfants. Cette année, le refuge a célébré ses 17 ans d'existence et c'est une maison d'accueil pour de nombreuses femmes et de nombreux enfants venant de 14 pays tels que la RDC, le Zimbabwe, le Rwanda, le Burundi, le Nigeria, le Malawi, l'Éthiopie, le Kenya, le Ghana, la Zambie, l'Angola, le Mozambique et l'Afrique du Sud.

Le refuge peut accueillir 45 femmes et enfants. En 2017, il a hébergé 192 bénéficiaires de différentes nationalités. Le refuge a aidé plus de 3393 bénéficiaires, soit comme résidents au Bienvenu Shelter, soit par le biais

²⁸ Source : <http://www.bienvenushelter.org/>

de programmes de proximité. Le refuge a pour but de pourvoir aux besoins des femmes migrantes et réfugiées et de leurs enfants en leur fournissant un hébergement, des conseils et un soutien, de la nourriture et des vêtements, ainsi qu'une assistance pour accéder à d'autres services comme les soins élémentaires, la documentation légale, l'éducation et la formation (fournis par le refuge lui-même ou à travers d'autres organisations). Le refuge est aussi pourvu d'une crèche et d'une salle/garderie pour les enfants en bas âge à l'intérieur du refuge et provenant de la communauté. En règle générale, les femmes et leurs enfants peuvent y demeurer trois mois (une prolongation est envisagée après un examen des besoins individuels), de sorte que ces femmes aient le temps de chercher un emploi rémunéré et reconstruire leur vie en Afrique du Sud. Avec pour objectif de faire partie de la communauté et de favoriser des relations positives entre les résidents et le voisinage, une assistance et un soutien sont apportés aux résidents locaux sous la forme d'accès à des services de garde d'enfants, de colis de nourriture et de formation à des métiers (par exemple : couture, manucure, pédicure, coiffeur, etc.).

Lorsque les femmes sont prêtes à partir, le refuge continue à leur fournir une certaine assistance et un suivi pour leur permettre d'avoir les meilleures chances d'intégration au sein de la communauté locale. Si des femmes ont besoin d'un service de garderie pour leur enfant afin de pouvoir travailler, le refuge leur donne gracieusement accès au leur, ainsi qu'au service de crèche pour une période de trois mois. Par la suite, les membres de l'équipe leur rendent visite pour se rendre compte de la capacité de la mère à payer pour la garde de son enfant.

Bienvenu Shelter, en coopération avec d'autres organisations – comme le *JRS*, le *Pastoral Care for Migrants and Refugees* de l'Archidiocèse de Johannesburg, la *Refugee Aid Organisation*, les *Sophiatown Community Psychological Services*, les *Lawyers for Human Rights*, le *Centre for the Study of Violence and Reconciliation*, et d'autres – entend fournir un soutien psychologique, des soins, des cours d'anglais, une formation professionnelle, une école pour les enfants, et un certain soutien financier pour de petites affaires, un rapatriement, pour s'établir dans d'autres pays, pour établir la documentation personnelle/légale et bien d'autres choses encore selon les besoins.

En 2017, les Sœurs Missionnaires Scalabrinienes ont ouvert le *Mother Assunta Training Centre* avec pour objectif de fournir des programmes de formation pour aider les femmes les plus vulnérables du refuge et de

la communauté et les rendre capable de devenir autonomes. Ce centre de formation offre des cours de couture, d'anglais, d'art et d'artisanat, de cuisine et de pâtisserie, de cosmétologie, de coiffure et les rudiments pour de petites entreprises. Durant sa première année, le *Mother Assunta Training Centre* a fourni une formation professionnelle à 385 femmes.

PROGRAMME D'ACCUEIL, JESUIT REFUGEE SERVICE, MALAWI²⁹

Au Malawi, le Service Jésuite pour les Réfugiés JRS, accueille des familles qui fuient les persécutions dans la région des Grands Lacs d'Afrique centrale, de Somalie et d'Éthiopie. Au camp de Dzaleka, le JRS fournit une éducation à plus de 5 400 enfant de tous les niveaux : du primaire au supérieur. L'école accueille aussi bien des Malawiens du lieu que des réfugiés afin d'encourager l'intégration. Au niveau du secondaire, à part la gestion d'une école d'environ 800 enfants, le JRS offre une ' école continue ' après les heures de classe. Cette initiative permet une éducation accélérée, avec des modules d'auto-apprentissage, pour 117 étudiants qui ne peuvent pas aller à l'école secondaire. D'autre part, le niveau éducatif le plus élevé du programme a été développé en collaboration avec le *Jesuit Worldwide Learning (JWL)*. Dzaleka est l'un des premiers sites pilotes du programme d'éducation supérieure, avec plus de 2 000 élèves dans le camp.

En raison du traumatisme important subi par les enfants réfugiés, le JRS concentre ses ressources sur la fourniture d'un soutien psycho-social pour les enfants qui fréquentent l'école. En 2017, 789 enfants ont reçu un soutien psycho-social sous la forme d'évaluation, de conseils, de groupes de soutien et de formation psycho-socio-éducative. Des visites à domicile sont effectuées chez les enfants qui s'absentent fréquemment de l'école. Le JRS accueille des étudiants pour s'assurer de leur sain développement en communauté avec les jeunes de leur âge.

²⁹ Source : <https://jrs.net/>

PROTÉGER : BONNES PRATIQUES

PROJET MARATANE, MISSIONNAIRES SCALABRINIENS, MOZAMBIQUE³⁰

Nampula, situé à l'intérieur de la province du même nom, est la troisième plus grande ville du Mozambique et est surnommée dans le pays " la capitale du Nord ". Actuellement, le pays connaît une grave crise politique et économique due au niveau élevé de corruption.

La Congrégation des scalabrinien est présente dans l'archidiocèse de Nampula depuis la mi-octobre 2005. Elle s'est vue confier la gestion du camp de réfugiés de Maratane et la prise en charge de la population locale : la présence scalabrinienne est appréciée en termes de coopération sociale, culturelle et de développement. Pour cette raison, la *Missão Scalabrini*, en collaboration avec l'Organisation à but non lucratif ASCS, assume la tâche de suivre les projets qui sont menés au sein de Maratane.

En 2005, le camp de Maratane accueillait approximativement 6000 réfugiés, la plupart originaires de RDC, du Burundi et du Rwanda. Le camp a été installé à la place d'une ancienne colonie de lépreux et divisé en quatre zones (Maputo, Beira, Sun-City et Angoche), à leur tour divisées en blocs d'environ 20 cabanes. Le siège actuel du " *Community Centre* " repris par les scalabrinien était également un des édifices de la colonie de lépreux et avait été construite pour servir de " chapelle-école " de la communauté. Actuellement, le domaine comprend un territoire de 170 kilomètres carrés où vivent 10 000 personnes (des données non officielles font état de 14 000 personnes). On estime que 50% des résidents sont des demandeurs d'asile et des réfugiés et que 50% sont des personnes du lieu.

Les missionnaires scalabrinien ont développé des projets visant à favoriser la coexistence à l'intérieur du camp de Maratane, entre les dif-

³⁰ Source : <http://www.fondazionemilan.org/en/projects/ascs-iin-mozambique>

férents groupes ethniques et la population locale. Les missionnaires scalabrinien ont commencé à travailler dans ce camp de réfugiés en 2008 grâce à un projet visant à combattre la malnutrition en général, et la malnutrition infantile en particulier. Aujourd'hui, ils ont développé quatre secteurs de travail distincts.

LA LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION ET CONTRE LA MALNUTRITION INFANTILE

Dans le pays, 52% des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Cela signifie qu'un enfant sur deux n'a pas accès à une alimentation saine. La malnutrition chronique veut dire un état nutritionnel inférieur à la normale, dû à un apport alimentaire insuffisant au fil du temps. Les conséquences directes de cet état de fait sont un retard sur le développement psycho-physique, une probabilité accrue de maladie et un risque de mortalité plus élevé. À l'intérieur du camp de Maratane, un centre a été construit où 60 enfants sont reçus chaque semaine. Ses activités comportent :

- Contrôle hebdomadaire du poids.
- Distribution de lait en poudre pour les enfants de 0 à 1 an.
- Distribution d'un multi-mélange pour les enfants de 6 mois à 1 an.
- Distribution de collations (*snacks*) aux enfants de 1 à 5 ans.
- Préparation de repas avec les mères des enfants et distribution de ces repas aux enfants et à leurs mères.
- Réunions sur des questions relatives à la santé mère-enfant : hygiène, usage correct des aliments pour cuisiner des repas nutritifs, prévention des maladies durant la grossesse et au cours des premières années de vie de l'enfant, etc.
- Distribution de trois poules et d'un coq à certaines mères du programme, qui sont choisies à partir d'un certain nombre de critères.

PROJET AGRICOLE

Le projet nutritionnel s'accompagne d'une série d'activités pour aider les familles et leurs enfants à combattre l'insécurité alimentaire dans la région, grâce à une formation aux techniques agricoles et à l'élevage.

PROJET RÉCRÉATIF

Certaines femmes réfugiées viennent au centre en journée et apportent leurs enfants les plus âgés qui ne peuvent pas aller à l'école et passent leurs matinées assises sous le portique du centre. Le projet récréatif aide actuellement 60 jeunes garçons dans des activités de loisirs, d'éducation préscolaire (apprendre à lire et à écrire), d'éducation informelle (comprenant des cours de français, de mathématiques, d'anglais et de couture).

SOUTIEN AUX FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE

Le projet assiste des femmes réfugiées qui sont des victimes de la violence. Les activités proposées comportent :

- Un soutien psychologique par le biais de rencontres individuelles et de groupes organisées par un psychologue en collaboration avec une infirmière congolaise qui possède une bonne expérience dans ce domaine.
- Des cours de formation pour la création de potagers familiaux pour favoriser la sécurité alimentaire et les conditions socio-économiques des femmes et de leurs familles.

CAMP DES PERSONNES DÉPLACÉES DE GUMBO, MISSIONS SALÉSIENNES, SUD-SOUDAN³¹

En plein cœur de Juba, la capitale du Sud-Soudan, martyrisée par des années de conflit, les missionnaires salésiens s'occupent des personnes déplacées en leur apportant une éducation, de la nourriture, un refuge et une assistance. Le père David Tulimelli est le curé de la paroisse salésienne de Saint-Vincent de Paul, dans la mission Don Bosco de la province de Gumbo. Il a été témoin des troubles qui ont secoué ce jeune pays et a été félicité pour ses efforts pour aider les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à cause du conflit en cours au Sud-Soudan, lorsqu'il a nourri quelque 4 000 personnes quand la crise des réfugiés dans le pays s'intensifiait. La présence salésienne à Juba est assez importante. L'un des principaux centres de la région est le camp pour les personnes déplacées

³¹ Source : <https://bit.ly/2NNFoti>

à l'intérieur de leur pays, qui a également accueilli des réfugiés pendant la guerre, en 2013, et par la suite durant la poursuite du conflit.

Au début, les missionnaires salésiens rapportent qu'il y avait près de 4 000 personnes dans le camp. En 2017, il y en avait plus de 12 000, dont la grande majorité était composée de femmes et d'enfants.

Près du camp se trouve une école maternelle pour 1 000 enfants. Au sein du complexe, il y a une autre école dirigée par les Filles de Marie Auxilia-trice avec 1 100 enfants qui viennent des villages environnants. L'UNHCR a indiqué que près de 2 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du Sud-Soudan et près de 2 millions d'autres avaient cherché refuge et abri dans les pays voisins. Beaucoup de ces Sud-Soudanais en fuite sont des femmes et des enfants. Parmi eux se trouvent des survivants de violentes attaques et de viols, des enfants qui ont été séparés de leurs parents ou qui voyagent seuls, des handicapés, des vieillards, et des gens qui ont besoin de soins médicaux urgents. Environ 7,5 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire urgente. En plus du camp, à Juba, les missionnaires salésiens s'occupent de l'éducation de 3 900 élèves de l'école élémentaire répartis en deux sessions quotidiennes. Une autre école dirigée par les Sœurs salésiennes accueille 350 élèves et une école technique salésienne forme 300 autres élèves. Les Sœurs de la Charité de Jésus dirigent aussi un dispensaire médical, qui a grandement réduit la mortalité infantile. Dans cette région, les religieuses proposent également des cours d'horticulture pour les jeunes mères. Un oratoire salésien accueille environ 500 enfants et trois écoles élémentaires salésiennes en périphérie fournissent une instruction à respectivement 450, 600 et 800 élèves. Le père George Kainikunnel, qui a aussi passé la plupart de sa vie et de son ministère au Soudan, est désormais en charge du projet ; il constitue une présence de soutien et un point de référence dans les situations de tension et de conflit qui peuvent éclater parmi les personnes déplacées, en particulier à cause du tribalisme entre les différents groupes ethniques représentés, y compris les Dinka (le groupe dominant), les Acholi et bien d'autres.

Les missionnaires salésiens de la mission de Don Bosco à Gumbo et à travers le Sud-Soudan continuent d'évaluer la situation et travaillent grâce à leur réseau à travers le globe pour obtenir une aide humanitaire supplémentaire. Ils poursuivent leurs programmes de développement éducatif et social dans des communautés situées dans tout le pays tout en faisant face à la crise humanitaire en cours en fournissant éducation, services de développement social, programmes nutritionnels et cliniques pour les jeunes pauvres et leurs familles au Sud-Soudan.

PROMOUVOIR : BONNES PRATIQUES

CAMP DE RÉFUGIÉS DE TONGOGARA, JESUIT REFUGEE SERVICE, MISEAN CARA, ZIMBABWE³²

Au Zimbabwe, le JRS se concentre sur l'éducation, le service de conseils et la formation pour gagner sa vie dans le camp de Tongogara. En partenariat avec Misan Cara, le JRS offre des cours de menuiserie, de soudage, de réparation des systèmes de réfrigération, de travaux électriques, de réparation de moteurs mécaniques, de nettoyage et d'installation électrique. Plus de 150 réfugiés et demandeurs d'asile ont reçu une formation et des équipements de départ pour créer leur propre entreprise, soutenir leurs communautés et faire vivre leurs familles. En renforçant les capacités des réfugiés et des demandeurs d'asile, le JRS leur offre la possibilité d'une indépendance financière et le respect de leur dignité.

ÉCONOMIE RÉSILIENTE ET MOYENS DE SUBSISTANCE, ÉGLISE CATHOLIQUE D'ÉTHIOPIE (ECC-SDCO), ÉTHIOPIE³³

Le projet d'Economie Résiliente et des Moyens de Subsistance *Resilient Economy and Livelihoods* (REAL) est mis en œuvre par un consortium d'ONG internationales et nationales (IDE, Caritas Belgique, Amref Health Africa, SOS Sahel Ethiopia, ECC-SCO) et les OMO Micro-Finance Institutions. Le projet REAL s'appuie sur les résultats et les réalisations des projets précédents et vise à assurer que les petits exploitants agricoles ne retombent pas dans la misère et la faim. Il améliore la résilience et la capacité de faire face aux futurs chocs grâce à un accroissement de la productivité

³² Source : <https://jrs.net/country/zimbabwe/>

³³ Source : <https://www.caritas.org/where-caritas-work/africa/ethiopia/>

agricole et des revenus. En affrontant ces problèmes qui sont liés entre eux, Ce projet renforce la résilience des petits fermiers pauvres en augmentant la production agricole et les revenus. Cela se fait en encourageant des mesures qui accroissent la productivité des systèmes de culture et d'élevage et qui conserve les ressources naturelles qui sont essentielles pour la sécurité alimentaire. On estime qu'une meilleure production des moyens de subsistance favorisera la stabilité et réduira les migrations en rendant les fermiers capables de retirer de leurs terres des revenus viables.

Ce projet est en harmonie avec les objectifs stratégiques des projets précédents dans la mesure où il contribue à poursuivre les objectifs clés suivants :

1. S'attaquer aux racines profondes des migrations et des déplacements irréguliers grâce à la promotion de mesures telles que :
 - a. Créer de nouvelles opportunités et alternatives de travail en dehors du secteur agricole.
 - b. Améliorer l'accès sûr et égalitaire aux terres communales pour les jeunes qui n'en possèdent pas.
 - c. Améliorer les connaissances et les compétences techniques des jeunes grâce à des formations professionnelles qui leur permettront de trouver un emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire.
 - d. Favoriser de nouvelles visions et activités commerciales en investissant dans le développement des capacités humaines et institutionnelles de la communauté et des institutions gouvernementales.

2. Améliorer la résilience sur le long terme et renforcer les opportunités économiques en favorisant des mesures comme :
 - a. Faire progresser la connaissance et l'accès au services sociaux intégrés essentiels.
 - b. Faire progresser les revenus agricoles en investissant dans l'amélioration de la productivité et de la compétitivité du secteur.
 - c. Diversifier les options de moyens de subsistance en investissant dans des opportunités qui génèrent des revenus agricoles et non agricoles.
 - d. Renforcer la capacité de gestion locale des risques pour faire face aux crises climatiques et aux chocs externes.

Le projet concerne un ensemble de 25 000 foyers, répartis en trois groupes spécifiques : 14 325 foyers menacés de problèmes chroniques d'alimentation, 8 125 foyers devant faire face à des problèmes transitoires d'alimentation et 2 550 à fort potentiel, fermiers plus aisés dont la capacité productive peut être optimisée grâce à une série d'interventions proposées par le projet. Ces groupes sont soutenus par les initiatives suivantes :

- a. Diversification de leurs sources de revenus en s'adonnant en alternance à des activités générant des revenus agricoles et non agricoles, comme l'apiculture, l'élevage et l'engraissement de chèvres/moutons, l'aviiculture.
- b. Amélioration de l'accès aux services du marché, aux technologies et à tout ce qui nécessaire à l'augmentation de la productivité.
- c. Réduction de l'impact des précipitations irrégulières en introduisant et en encourageant des pratiques et des technologies d'irrigation appropriées et peu coûteuses.
- d. Encouragement de l'utilisation durable de l'eau et des pratiques de conservation/réhabilitation des terres.
- e. Renforcement des groupes et des coopératives de fermiers.
- f. Amélioration de la santé et de l'alimentation.
- g. Mise en place de systèmes d'alerte et adoption de stratégies de réduction des risques de désastres.

ÉDUCATION DES ENFANTS DANS LE CAMPS DE RÉFUGIÉS DE PALABEK, MISSIONS SALÉSIENNES, OUGANDA³⁴

L'Ouganda accueille près de 1,3 millions de réfugiés dont la majorité viennent du Sud-Soudan. D'autres ont fui la RDC, l'Érythrée, la Somalie, le Burundi et différents autres pays. Les missionnaires salésiens ont mis en œuvre diverses initiatives pastorales, éducatives et de développement social dans le Camp de Réfugiés de Palabek dans le Nord de l'Ouganda.

³⁴ Source : <https://bit.ly/2PhU0o3>

Le camp de réfugiés de Palabek abrite actuellement 42 000 personnes, avec une moyenne de 300 nouveaux réfugiés arrivant chaque semaine en provenance du Sud-Soudan. Il a officiellement été créé en avril 2016 pour réduire la congestion des grands camps de réfugiés dans le Nord-Ouest de l'Ouganda.

Plusieurs agences fournissent nourriture et éducation au camp de Palabek. Les missionnaires salésiens offrent un soutien psychologique très nécessaire et un accompagnement pastoral aux milliers de résidents chrétiens. Ils proposent aussi des écoles maternelles pour plus de 1 000 enfants. Par ailleurs, plus de 700 enfants suivent les cours des écoles primaires et élémentaires salésiennes et plus de 700 familles reçoivent un soutien grâce à diverses autres initiatives.

Actuellement, les missionnaires salésiens sont en train de construire un centre de formation professionnelle et technique dans l'intention d'offrir des compétences et autres talents pour aider les jeunes à trouver un emploi futur. Sept salésiens travaillent dans le campement : deux de RDC, un du Congo Brazzaville, trois de l'Inde et un du Venezuela. Récemment, un visiteur a donné un aperçu du travail effectué dans le camp : « Le travail accompli par les salésiens est une tâche éminemment pastorale. Il y a onze chapelles dans le camp où la messe est célébrée et une formation offerte aux jeunes gens et aux familles ».

Le père Lazar Arasu, un missionnaire salésien qui supervise le travail à Palabek, a relevé qu'en plus du camp de Palabek, d'autres camps plus grands sont situés dans les districts du Nord-Ouest - Arua, Yumbe, Adjumani et Moyo – chacun abritant des centaines de milliers de réfugiés.

Les missionnaires salésiens sont arrivés au camp de Palabek en juin 2017. Au début, la précarité de la situation a obligé les missionnaires salésiens à vivre dans des huttes avec les réfugiés, mais petit à petit ils ont construit des habitations très simples, des installations d'assainissement et d'alimentation en eau, de petits bâtiments pour les rassemblements et plusieurs chapelles et écoles pour les enfants.

Selon l'UNICEF, près de 67% des Ougandais sont pauvres ou hautement vulnérables à la pauvreté. Alors que le pays connaît une certaine croissance économique ainsi qu'une amélioration de son indice de développement humain au cours des 20 dernières années, il n'en demeure pas moins au bas de la liste des pays, se classant 163ème sur 188. Après des

décennies de guerre qui ont provoqué de nombreuses personnes déplacées, le peuple ougandais doit faire face à d'importants défis pour reconstruire le pays. Le taux d'alphabétisation de l'Ouganda s'est amélioré, avec 73% de la population alphabétisée ; cependant, seuls 23% des Ougandais poursuivent vers l'école secondaire. L'un des plus gros défis du pays est la lutte contre le grave taux de HIV/AIDS qui a fait des millions d'orphelins.

ÉDUCATION DE LA JEUNESSE ET SERVICES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, VICARIAT APOSTOLIQUE DE GAMBELLA, ÉTHIOPIE³⁵

Avec l'aide précieuse des pères salésiens, l'Église locale de Pugnido, en Éthiopie propose des programmes et services pour aider ceux qui vivent dans la pauvreté à subvenir à leurs besoins essentiels, à recevoir une éducation et à acquérir les compétences nécessaires pour trouver un emploi. Le ministère zélé de l'évêque, Mgr Angelo Moreschi, SDB, qui a fait appel à la Congrégation de don Bosco pour la pastorale locale et pour celle des réfugiés, a été fructueux. À l'intérieur du camp de réfugiés de Pugnido, le camp le plus ancien de la région de Gambella, dans l'Ouest de l'Éthiopie, la jeunesse pauvre et les familles reçoivent une éducation et bénéficient de services de développement social. La messe du dimanche à la mission catholique et le catéchisme sont très fréquentés, de même que les offices ecclésiaux quotidiens. Près de 200 enfants profitent du jardin d'enfants des salésiens. Grâce au petit-déjeuner et au repas de midi, de nombreux enfants vont à l'école et apprennent à lire, à écrire et à compter. Plus important encore, le programme d'alimentation prévient la malnutrition qui affecte beaucoup d'enfants du pays.

Il y a aussi 65 étudiants, filles et garçons, qui utilisent le foyer salésien pour pouvoir étudier à l'école gouvernementale. Les missionnaires salésiens ont lancé des activités pour que les jeunes soient occupés après l'école, y compris des leçons dans l'après-midi et des cours d'informatique et de couture. Des missionnaires salésiens proposent aussi des tournois de football et de volley-ball et mettent à disposition un court de basket-ball où de nombreux jeunes jouent l'après-midi. L'installation d'une nouvelle fontaine d'eau est appréciée aussi bien par les jeunes du foyer que, le matin, par les enfants du jardin d'enfants.

35 Source : Mission Newswire <https://bit.ly/2R78Gno>

Le père Filippo Perin, qui travaille à la mission salésienne de Pugnido, affirme que la situation actuelle fournit de nombreuses raisons d'espoir, mais ne cache pas les difficultés. Il écrit :

Bien que la situation se soit récemment améliorée ici en Éthiopie, de nombreux réfugiés continuent d'arriver du Sud-Soudan voisin pour chercher assistance dans les camps de réfugiés de la région de Gambella, car chez eux rien a poussé durant la saison des pluies et, maintenant, pendant la saison sèche, ils n'ont rien à manger. Actuellement, la situation est telle que dans la région de Gambella, il y a plus de réfugiés que d'habitants du lieu.

La mission salésienne à Pugnido comprend également dix stations de proximité et quelques chapelles situées à l'intérieur du camp de réfugiés afin de pourvoir à l'assistance, à l'éducation, à la pastorale et aux services de développement social. L'objectif est de faire en sorte que soient assurés les besoins basiques des jeunes afin qu'ils puissent se concentrer sur l'acquisition d'une bonne instruction et de compétences pour obtenir un emploi stable.

Depuis 2006, la mission de Pugnido s'est développée pour mieux satisfaire les besoins croissants de la population des réfugiés et de ceux qui vivent dans la zone environnante. Le camp abrite environ 60 000 réfugiés dont la majorité fuit la violence et la guerre au Sud-Soudan.

La collaboration des pères salésiens avec le prêtre local permet un transfert progressif des activités au diocèse, de sorte que la pastorale des migrants et des réfugiés soit intégrée dans le ministère auprès des communautés locales.

ÉDUCATION ET SOUTIEN PSYCHO-SOCIAL DES RÉFUGIÉS SOMALIENS, JESUIT REFUGEE SERVICE, ÉTHIOPIE³⁶

« Une personne instruite sait comment protéger ses enfants », dit Habibo, une mère de huit enfants vivant à Melkadida, l'un des cinq camps de réfugiés situés dans la région frontalière au Sud-Est de l'Éthiopie. Comme la plupart des réfugiés vivant dans ces camps, elle vient d'une région de Somalie largement contrôlée par un groupe militant islamiste. Depuis 2017, Habibo suit le programme d'alphabétisation fonctionnel du JRS, où elle apprend à lire et à écrire en anglais et en somali, ainsi que les bases des mathématiques. Habibo déclare que l'instruction l'a également rendu consciente de ses droits et des droits de ses enfants. De fait, Habibo avait une relation difficile avec ses enfants, en particulier avec ses quatre filles, car elle pensait que ces jeunes n'avaient aucun droit. « Avant, je pensais que les filles devaient se marier dès qu'elles avaient atteint la puberté. Je ne pensais pas que l'instruction était importante pour les filles ». Habibo est désormais la meilleure alliée et avocate de ses filles, bien déterminée à les protéger d'un mariage forcé et de la mutilation génitale féminine traditionnelle. Habibo est aussi membre du conseil des réfugiés les plus anciens dans sa zone, où elle défend les droits des femmes. Elle espère poursuivre son instruction et peut-être même lancer un jour sa propre entreprise.

ÉDUCATION ET MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS CONGOLAIS, JESUIT REFUGEE SERVICE, RDC³⁷

LE JRS a persévéré dans sa mission dans la province à l'instabilité chronique du Nord Kivu, à l'Est de la RDC, malgré la décision du gouvernement de fermer brusquement plusieurs camps, ce qui a conduit au relogement de nombreuses personnes déplacées, y compris celles qui vivaient dans quatre camps où le JRS avait mis en œuvre un certain nombre de projets. Le travail du JRS a également été affecté par une

³⁶ Source : <https://bit.ly/2yyibF7>

³⁷ Source : <https://jrs.net/country/democratic-republic-of-congo/>

forte incertitude politique due aux élections présidentielles qui ont finalement été reportées. Malgré ces revers, le JRS a offert des services d'éducation, psycho-sociaux et de moyens de subsistance dans plusieurs camps à Goma, Masisi et Mweso. L'aide à l'éducation a été très diversifiée : subvention des frais de scolarité d'élèves très vulnérables, formation d'enseignants, distribution de matériel scolaire, construction d'écoles et aide aux étudiants de la dernière année pour préparer leur examen d'État. Le JRS a également fourni un service de conseil et d'aide pour les problèmes sociaux au sein de la communauté. Ceux qui se trouvaient dans des situations d'extrême vulnérabilité ont reçu une aide pour améliorer leurs conditions de vie grâce à la réparation ou la construction de refuges et à la distribution de nourriture, de kits pour l'hygiène et d'autres choses essentielles.

L'une des personnes qui a reçu assistance a déclaré :

Depuis 2008, j'ai été déplacé avec ma famille dans le camp de Lushebere. Nous avons quitté nos champs et notre bétail. Mon père est parti et n'est jamais revenu. Durant tout ce temps, ma mère a travaillé dans les champs avec les gens du lieu mais n'a pas réussi à subvenir à nos besoins essentiels. Mes jeunes frères et moi, nous avons commencé à avoir des problèmes de santé et l'un de mes petits frères est mort après avoir été longtemps malade. Comme sœur aînée, j'ai dû aider ma mère à trouver quelque chose à manger. Je suis allée travailler avec elle dans les champs, mais cela ne nous a pas procuré plus de revenus. J'ai commencé à me prostituer. J'ai eu un enfant ; l'identité du père m'est inconnu ; l'enfant que je porte sur mon dos est mon second enfant et son père aussi est parti. Il y a deux ou trois ans, j'ai commencé à bénéficier de l'aide du JRS qui a organisé des sessions de sensibilisation aux grossesses précoces et à l'hygiène personnelle. Ils nous ont aussi donné des kits pour l'hygiène. Avant cela, j'utilisais la méthode ' traditionnelle ' pour mes soins personnels, mais j'avais souvent des infections. Mais il y a plus encore : grâce au JRS, ma mère a pu apprendre un métier, la vannerie, et mon frère peut étudier.

PROJETS POUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE, CENTRE SCALABRINIEN DU CAP, AFRIQUE DU SUD³⁸

Le Projet pour la subsistance du Centre scalabrinien du Cap est destiné aux migrants, aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux Sud-Africains et englobe trois programmes : l'École anglaise (EA), le Programme d'accès à l'emploi ((PAE) et la Plateforme pour les femmes (PF). La EA propose des leçons de langue spécifiquement adapté au contexte des migrants en Afrique-du-Sud. Le PAE aide les individus à la recherche d'un emploi en alliant une formation professionnelle à des programmes de développement professionnel. La PF est un réseau multinational de femmes pour renforcer l'indépendance économique et l'intégration au sein d'une plus vaste communauté.

Les objectifs de ces projets sont :

- Fournir une école spécialisée en langue anglaise permettant de développer les compétences de communication en anglais afin de faciliter l'intégration socio-économique et le bien-être des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants et des Sud-Africains.
- Fournir aux usagers les ressources et le soutien nécessaires pour le bon déroulement des demandes d'emploi et pour faciliter l'acquisition de compétences nécessaires pour trouver un emploi.
- Développer un réseau multi-ethnique qui serve de plate-forme aux femmes afin de leur fournir un accès et partager des ressources pour leur développement personnel, celui de leurs affaires et de leurs compétences.

Le PAE inclut un Bureau d'aide à l'emploi qui procure des ressources pour la recherche d'un travail, comme l'assistance pour rédiger un CV et pour les applications, des services gratuits de téléphone/fax/ordinateur, un accès aux annonces d'emplois disponibles et des orientations vers un approfondissement ultérieur de compétences, aussi bien dans le centre qu'avec des centres partenaires. Le projet fournit également une plate-forme de mise en réseau, des sessions d'informations sectorielles spécifiques et un service d'assistance personnalisée pour trouver un emploi. Le Bureau Pro-

³⁸ Source : www.scalabrini.org.za

professionnel International aide les personnes qualifiées à obtenir du SAQA la reconnaissance de leurs qualifications au plan international. La PF inclut un Programme de développement personnel, avec des équipes de membres disposant d'informations et de ressources nouvelles et significatives pour accroître leur efficacité et leur résilience, surtout leur capacité à s'intégrer dans la ville du Cap et à accéder aux opportunités économiques. Le Programme de développement de la durabilité financière et des affaires identifient les participants de la plate-forme pour faciliter la formation de leurs semblables dans les secteurs spécialisés comme ceux de l'artisanat, la beauté, la garde d'enfants et l'hôtellerie. Certaines femmes sélectionnées peuvent aussi recevoir un soutien financier et de conseillers pour entreprendre ou développer une petite entreprise.

CRITÈRES SPÉCIFIQUES : EFFICIENCE, EFFICACITÉ, NOUVEAU SERVICE, NOUVELLE STRUCTURE/PARADIGME, NOUVELLE APPROCHE DU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES, TRANSFORMATION DU PROBLÈME, DURABILITÉ, RENFORCEMENT DE LA JUSTICE SOCIALE, FRUCTIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Tous ces programmes sont durables, en ce sens qu'ils permettent aux personnes de devenir auto-suffisantes dans une diversité de secteurs. En particulier, la PF est un nouveau programme du Centre, qui a été conçu après un processus de consultation de 6 mois avec un groupe d'environ 50 bénéficiaires. Ce processus, de même que le réseau lui-même et la formation dirigée par des femmes comme elles, tire profit du capital social. Les recherches ont montré que les personnes qui avaient accès à d'autres services à partir du PAE accroissent leurs chances de trouver du travail. De plus, le PAE a instauré un Programme de soutien pour les diplômés, qui fournit aux personnes une aide personnalisée pour trouver un emploi.

VALEURS SPÉCIFIQUES : DIGNITÉ HUMAINE, BIEN COMMUN, DIGNITÉ DU TRAVAIL, SUBSIDIARITÉ

La dignité du travail est mise en valeur par le fait que les deux programmes insistent sur la l'autonomisation individuelle et la durabilité financière. Le bien commun se reflète clairement dans la PF comme réseau qui œuvre pour soutenir ses membres grâce au partage de

connaissances, d'opportunités et de ressources au profit de toutes. La subsidiarité est mise en valeur à travers l'aspect de facilitation des membres de la PF entre elles, qui utilisent l'expertise de la communauté des femmes pour renforcer le développement personnel de chacune, leurs affaires et leurs compétences.

Les programmes réunis sous le nom de Projet pour la Subsistance bénéficient chaque année à 1 500 personnes et fournissent un soutien dans la durée à beaucoup. En particulier, le Programme de soutien aux diplômés a aidé 72 personnes de janvier 2016 à janvier 2017, dont 88% ayant déclaré avoir eu des revenus à la suite de leurs sessions et 100% ayant eu au moins un entretien d'embauche.

INTÉGRER : BONNES PRATIQUES

BONNES PRATIQUES POUR L'INTÉGRATION DES MIGRANTS ET DES RÉFUGIÉS, CEPAMI, ANGOLA³⁹

Un des services prophétiques de l'Église catholique en Angola est la pastorale des migrants et des personnes en déplacement, dispersés à travers tous les diocèses du pays. De nombreux agents pastoraux se consacrent gracieusement à l'accueil des migrants et des réfugiés et à la sensibilisation des problèmes découlant de l'immigration au sein de la société angolaise.

La Commission épiscopale pour la pastorale des migrants et des personnes en déplacement d'Angola et de São Tomé (CEPAMI) a été fondée le 31 octobre 2006 par la Conférence épiscopale d'Angola et de São Tomé (CEAST) dans l'intention d'organiser les différents services pastoraux en faveur des personnes itinérantes. Elle œuvre dans les communautés locales à travers les secteurs spécifiques de la pastorale des réfugiés, de l'Apostolat de la Mer (marins, pêcheurs et leurs familles), de la pastorale de l'aviation civile (aéroports), de la pastorale des nomades, de la pastorale du tourisme (touristes, pèlerins et lieux de culte) et de la pastorale de la route et des communautés des migrants. Elle assure une pastorale suivie et la mise en œuvre d'actions pour l'accueil de milliers de rapatriés qui sont rentrés en Angola en provenance de RDC, de Zambie et de Namibie, ainsi que de réfugiés, de demandeurs d'asile, de migrants de différentes nationalités et de personnes déplacées à l'intérieur du pays afin de les réintégrer dans les communautés locales.

En Angola, les migrants représentent une part significative de la population résidente et il est donc essentiel de rationaliser les processus d'intégration sociale qui tendent à permettre aux travailleurs étrangers d'avoir

³⁹ Source : <https://bit.ly/2JxjuMG>

accès au marché formel du travail et aux systèmes de protections qui lui sont associées. Selon Juan Somavía, ancien Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail, « les migrants représentent un atout dans chaque pays où ils apportent leur travail. Nous devons les traiter avec la dignité qui leur revient comme êtres humains et avec le respect qui leur dû comme travailleurs ». En Angola, les migrants ont différentes compétences qui contribuent substantiellement à la productivité et à la croissance de la nation. Les travailleurs hautement qualifiés contribuent à la compétitivité de l'économie du pays. En même temps, il y a des milliers de travailleurs moins qualifiés en Angola, dont beaucoup sont dans une situation irrégulière mais occupent des emplois très recherchés dans l'agriculture et dans le secteur du bâtiment.

La migration généralisée en Angola a également pour résultats que des personnes se livrent à des pratiques illégales, comme la traite des personnes ou d'autres activités criminelles, définies comme telles par les normes internationales et nationales. Celles-ci touchent principalement les femmes et les enfants et comportent de graves formes d'exploitation, de fraudes, de coercition et de violence. Les victimes de la traite des personnes sont particulièrement vulnérables aux situations d'exploitation au travail, à cause de leur inaptitude à parler la langue locale et de leur statut irrégulier dans le pays.

L'intégration des migrants dans la société est un processus complexe qui requiert une intense communication et coopération entre différents acteurs incluant les migrants, le gouvernement et les institutions, ainsi que les communautés locales. Cela nécessite également un effort d'adaptation réciproque entre les populations migrantes et la société d'accueil. Dans le cas de l'Angola, les réfugiés et les migrants doivent faire face à de nombreux obstacles, liés en particulier à leur situation légale et aux difficultés d'entrer sur le marché du travail. Toutes ces questions sont autant d'entraves au processus d'intégration. Dans de nombreux cas, dus aux obstacles bureaucratiques et aux coûts élevés, les migrants et les réfugiés ne peuvent pas obtenir les papiers nécessaires pour suivre des cours de formation professionnelle, ou ne peuvent pas faire valoir leur qualification étrangère car ils n'ont pas une connaissance assez poussée du portugais. L'accès à la formation professionnelle, ainsi que l'apprentissage à parler, lire et écrire en portugais, sont les principaux défis à relever pour l'intégration sociale des migrants et des réfugiés arrivés en Angola.

À la lumière de ces questions, la pastorale des migrants et des personnes en déplacement a développé une série de programmes de formation professionnelle basés sur les besoins des rapatriés et des réfugiés. Cela a été possible grâce à un partenariat avec d'autres organisations nationales et internationales et à la solidarité d'agents pastoraux qui ont facilité le processus d'intégration de personnes en situations vulnérables. Des projets ont été développés dans différents endroits, comme à Cabinda où plus de 150 femmes rapatriés suivent des cours de médecine naturelle, de croissance personnelle, de formation religieuse, de communication non violente, de gestion de petites entreprises, de cuisine, de pâtisserie et de décoration. Grâce à cela, beaucoup d'entre elles ont été capables d'ouvrir de petites entreprises, aidant ainsi leur famille et accroissant la qualité de leur vie et de leur santé.

À Caxito, des cours de langue portugaise ont été proposés à différents groupes ; plus de 200 rapatriés ont bénéficié de cette formation linguistique. Dans les villes de Luena et Menongue, la formation a comporté des cours de langue portugaise ainsi qu'une formation personnelle et religieuse. À Menongue, des cours ont été donnés au Kavicvic Reception Center et ont été suivis par 80 enfants et 27 adultes, dont tous étaient des rapatriés. La même chose à Luena pour 45 adultes rapatriés.

Des volontaires de la pastorale des migrants de Kwito Bié ont organisé des cours de portugais pour les rapatriés et pour les migrants vietnamiens, en les aidant aussi pour obtenir leurs papiers et en obtenant pour eux des semences pour plus de 30 familles, favorisant ainsi leur intégration dans la communauté et leur sécurité alimentaire. Dans la ville d'Uíge des programmes de formation ont été mis en œuvre avec les rapatriés. Des cours de portugais ont été suivis par plus de 700 personnes et un programme de micro-crédit a permis d'aider plus de 200 personnes. Dans cette province, les activités sont menées en partenariat avec la Caritas, qui a développé des programmes agricoles et des cours d'alphabétisation pour les rapatriés, ainsi que des programmes parascolaires pour les enfants. Les participants à ces cours ne sont pas seulement des catholiques, mais aussi des pentecôtistes et des non-chrétiens.

Dans d'autres localités, des activités comme des visites à domiciles, des programmes culturels et des messes en anglais, en français, en lingala et en vietnamien sont aussi proposées. Dans toutes les provinces, les responsables des communautés sont formés pour aider les migrants à s'intégrer dans la société. D'autres activités sont mises en œuvre en

conformité aux objectifs de chaque secteur du CEPAMI, afin de créer des réseaux de soutien aux migrants et aux réfugiés vivant en Angola. Il est nécessaire de continuer à développer des actions conjointes et des programmes permettant de renforcer l'intégration effective des personnes migrantes, de promouvoir leur dignité, d'accroître leurs possibilités d'accès au marché du travail et de fournir une assistance à leurs familles.

PROJET POUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES RÉFUGIÉS AU CAMP DE MANTAMPALA, CARITAS MANSA, ZAMBIE⁴⁰

La Zambie a connu un afflux de réfugiés en 2017 et plus de réfugiés encore sont entrés dans le pays au début du mois de janvier 2018. En juin 2018, le nombre de demandeurs d'asile a augmenté de plus de 22 000 et 10 300 ont trouvé un refuge permanent dans le camp de réfugiés de Mantapala. Ce nombre est appelé à augmenter en raison de l'instabilité continue en RDC. On estime à 37 300 le nombre de réfugiés qui arriveront en Zambie d'ici à la fin de l'année 2018, chiffre qui inclut à la fois les nouveaux arrivants et les personnes nouvellement reconnues (mais pas ceux qui ont déjà un statut garanti).⁴¹ Les deux camps sont gérés par l'UNHCR et différentes organisations interviennent pour essayer de satisfaire les divers besoins.

Le 20 juillet 2018, le diocèse de Mansa a répondu à la crise des réfugiés congolais dans le district de Nchelenge, dans la province de Luapula, en Zambie, en lançant officiellement un projet sur un an pour alléger les souffrances des réfugiés congolais dans le camp de Mantapala. Ce projet a été soutenu par des fonds venant du Vatican. Le " *Revolving Refugee Farmers Input Support for Value Chain Development Project* " permettra une amélioration notable de la situation des réfugiés en transformant durablement leur vie grâce à une meilleure production et productivité agricoles, une meilleure résilience aux chocs économiques et aux catastrophes, et en améliorant la commercialisation des produits agricoles et non agricoles.

⁴⁰ Source : <https://bit.ly/2TXmqWG>

⁴¹ UNHCR Global Focus, refugee briefs, January 2018.

Ce projet sera mis en œuvre par la Caritas Mansa, un département de développement du diocèse de Mansa qui possède une longue et solide expérience de réalisation de projets pour les moyens de subsistance avec diverses communautés. Les activités de ce projet consisteront à permettre aux réfugiés de s'engager dans une production durable de céréales et de moyens de subsistance alternatifs, en ayant accès à des connaissances d'entreprise et à des crédits pour le développement de micro-entreprises, ainsi qu'à des marchés viables pour la production agricole. Les activités qui permettront d'aboutir aux résultats souhaités dans la vie des réfugiés incluent :

- Faciliter l'élection de 2 réfugiés volontaires des 12 groupes de fermiers réfugiés pour être formés comme fermiers en chef.
- Former des fermiers en chef aux méthodologies agro-écologiques (résistantes au climat) et à d'autres compétences importantes de base.
- Promouvoir des pratiques agro-écologiques (résistantes au climat) parmi les réfugiés grâce à diverses approches de formation professionnelle, y compris la *Farmer Field School Approach* (FFS) et les sites de démonstration.
- Aider les réfugiés avec des intrants de démarrage renouvelables pour la production céréalière.
- Promouvoir des technologies d'irrigation simples dans le camp de réfugiés pour assurer la production céréalière tout au long de l'année.
- Proposer une formation pour la sélection et la multiplication des semences qui peuvent s'adapter aux conditions environnementales locales.
- Proposer un encadrement trimestriel aux réfugiés sélectionnés comme fermiers en chef pour faciliter les services de vulgarisation aux autres agriculteurs réfugiés.
- Soutenir les réfugiés avec des intrants renouvelables pour la mise en œuvre d'autres activités de subsistance alternatives, y compris l'élevage de petits animaux, l'apiculture et la pisciculture.
- Promouvoir la transformation, la préservation et la valorisation de produits alimentaires pour certaines récoltes comme le tournesol, les arachides et le soja.
- Faciliter les systèmes d'épargne et de prêts parmi la communauté des réfugiés afin de leur permettre de se diversifier dans d'autres petites entreprises.
- Proposer des formations d'entrepreneurs aux réfugiés.

- Soutenir les réfugiés agriculteurs pour établir des liens de marché pratiques entre les acheteurs institutionnels et les chaînes d'entreprises établies, et pour promouvoir des systèmes novateurs de tarification de l'information, y compris l'utilisation des téléphones portables pour le marketing.
- Soutenir les réfugiés agriculteurs pour qu'ils commencent à regrouper leur production afin d'avoir un meilleur pouvoir de négociation.

Toutes les activités de ce projet seront mises en œuvre d'ici juin 2019. Mais en raison du système de soutien renouvelable, la plupart des activités se poursuivront au-delà du temps prévu pour le projet. Cela permettra à plus de réfugiés, outre ceux qui en auront été les premiers bénéficiaires, de profiter de ce projet.

Le lancement officiel du projet a été salué par le Commissaire du district de Nchelenge, M. Mwelwa Derrick. La chef Kanyembo du peuple Mwa-ta Kazembe a également participé à ce lancement, le camp étant situé sur le territoire de sa chefferie.

PROJET D'INTÉGRATION, JESUIT REFUGEE SERVICE, AFRIQUE DU SUD⁴²

En Afrique-du-Sud, les programmes du JRS comporte des services de soins à domicile, de soutien scolaire, de formation aux moyens de subsistance et des services de pastorale. L'équipe pastorale a défini un programme pour les plus âgés intitulé " La vieillesse est un temps de grâce ", avec une réunion hebdomadaire. Ce programme dynamique propose aux participants une variété d'activités, tel que le yoga, des réflexions, des ateliers de travail et des sorties dans les environs de Johannesburg, afin de stimuler les plus anciens sur le plan physique et sur le plan mental, réduire le stress et la solitude, et renforcer la confiance. Le groupe, qui inclut des Sud-Africains et des réfugiés, ainsi que des demandeurs d'asile, forme une communauté et sert de plate-forme pour une intégration authentique parmi leurs semblables.

⁴² Source : <https://jrs.net/country/south-africa/>

Le Centre Arrupe pour les femmes, à Johannesburg, encourage l'intégration sociale par le biais de cours sur les moyens de subsistance pour les femmes aussi bien réfugiées qu'appartenant aux communautés locales. Tous les trois mois, le Centre Arrupe a accueilli environ 120 femmes à Johannesburg et 30 femmes à Pretoria pour suivre des cours d'informatique, de coiffure, de cosmétologie, de boulangerie, de couture et d'anglais. Après ces trois mois, le JRS a fourni à ces femmes les outils nécessaires pour débiter leur propre entreprise, suivre leurs progrès et leur apporter un soutien pendant six mois pour les aider à bien œuvrer dans ce défi économique. La préférence a été donnée à des femmes vulnérables, telles que les victimes d'abus sexuels et de violence sexiste et d'autres traumatismes.

PROJET SUNRISE, MISSIONS SALÉSIENNES, ÉGYPTE⁴³

Grâce au projet Sunrise, 400 réfugiés et Égyptiens vulnérables ont reçu un soutien et 80 diplômés du programme ont été invités à participer à une session d'approfondissement sur les subventions de fonds. Ces diplômés ont ensuite soumis les plans de leur projet d'entreprise à l'équipe de Sunrise qui a choisi une quarantaine de projets. Les bénéficiaires sélectionnés, comme Abkar, ont reçu 500 dollars et six mois d'encadrement pour lancer leur affaire.

« La formation technique et le programme de subventions ont permis à de nombreux participants d'accroître leurs compétences et de lancer leur propre entreprise », affirme le père Mark Hyde, directeur des Missions salésiennes, la branche américaine de développement des salésiens de Don Bosco. Et d'ajouter : « Les services sociaux additionnels fournis durant ce projet ont également favorisé un réel succès en assurant aux participants les contrôles médicaux dont ils avaient besoin, ainsi que leur nourriture, afin de leur permettre de concentrer leur attention sur la formation ».

En 2014, Les Missions salésiennes ont commencé à travailler avec l'Institut Don Bosco au Caire pour subventionner des étudiants dans le cadre du projet Sunrise, grâce au soutien de donateurs externes. Ce

⁴³ Source : <https://bit.ly/2Sb5fxd>

programme de formation aide des réfugiés et des Égyptiens vulnérables à acquérir des compétences dans le domaine technique et des compétences de vie pratiques pour trouver un emploi et subvenir aux besoins de leurs familles dans leur nouveau pays.

À la fin de 2017, le projet Sunrise au Caire a permis d'améliorer les moyens de subsistance et la qualité de la vie de plus de 1 300 réfugiés africains sub-sahariens et syriens, ainsi que des Égyptiens vulnérables. Sur l'ensemble : 46,9% étaient des femmes, 62,8% étaient des Africains, 8,3% étaient des Syriens, et 28,9% étaient des Égyptiens vulnérables.

L'Égypte est à la fois un pays de destination et un pays de transit pour les réfugiés et les demandeurs d'asile. L'UNHCR a enregistré 221 675 personnes relevant de sa compétence et appartenant à plus de 60 pays, soit une population en augmentation de plus de 44% depuis 2016. Les Syriens constituent 57,8% du nombre total de personnes concernées. Sur le reste, 49,5% viennent du Sud-Soudan et du Soudan et 36,5% proviennent d'autres pays de la Corne de l'Afrique.

La grande majorité a fui des guerres et des conflits dans leur patrie et sont venus en Égypte pour y chercher refuge et sécurité avant de partir vers une autre destination. Beaucoup finissent dans les bidonvilles du Caire sans moyen de gagner leur vie en raison des lois restrictives sur le travail et de la discrimination dont ils sont victimes de la part des Égyptiens. Beaucoup de ces réfugiés sont des femmes et des enfants qui ont été réduits à l'état de pauvreté avec peu de moyens pour subvenir à eux-mêmes.

Grâce au projet Sunrise, les missionnaires salésiens offrent des formations professionnelles et techniques pour aider les réfugiés à acquérir les compétences nécessaires pour trouver un emploi dans leur nouveau pays d'accueil. Pour beaucoup, cela représente un véritable défi en raison des lois en vigueur et du manque de réseaux sociaux et professionnels.

Ce projet offre aussi une formation aux compétences de vie pratique, une sensibilisation à la santé, des ateliers de connaissance d'entrepreneuriat, des panels de travail, des subventions, une formation à la prévention de la violence pour aider les réfugiés à acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans le monde du travail et s'adapter à leur nouvel environnement urbain. Parmi les meilleurs succès du projet, on peut mentionner les services sociaux additionnels, qui incluent les bons de transport pour les déplacements aller-retour pour les cours entière-

ment subventionnés pour les participants. Ceux qui suivent les formations reçoivent aussi des bons pour se ravitailler dans les épiceries et dans un autre magasin pour les choses essentielles. Cela contribue à assurer que les besoins basiques, comme la nourriture, sont satisfaits.

Chaque participant reçoit aussi un bon pour un premier checkup et un examen des yeux effectués par un docteur qui vient à l'école. Certaines prescriptions médicales sont incluses, comme les soins secondaires nécessaires.

FORMATION POUR L'ACQUISITION DE COMPÉTENCES POUR LES RÉFUGIÉS AU CAMP DE KAKUMA, MISSIONS SALÉSIENNES, KENYA⁴⁴

Kakuma a été créé en 1992 près de la frontière du Kenya avec le Sud-Soudan et constituait un refuge pour les mineurs non accompagnés qui fuyaient les factions en guerre dans ce qui était alors le Soudan méridional. Aujourd'hui, le camp de Kakuma accueille plus de 185 000 réfugiés, bien au-delà de la capacité de 120 000 places pour lesquelles il avait été construit. La plupart des réfugiés proviennent de pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique centrale comprenant l'Éthiopie, l'Érythrée, la Somalie, le Sud-Soudan, l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda et la RDC. Kakuma est géré par l'UNHCR en collaboration avec les missionnaires salésiens dans le pays, ainsi qu'avec plusieurs autres organisations humanitaires. Le camp offre aux réfugiés la sûreté, la sécurité et des services de vie saine comme le logement, les soins, l'eau potable et les installations sanitaires.

Dans le camp de réfugiés de Kakuma, les missionnaires salésiens gèrent la paroisse de la Sainte-Croix et le Centre de formation professionnelle Don Bosco où de jeunes hommes et de jeunes femmes reçoivent des compétences essentielles pour un emploi et pour la vie pratique. Plusieurs cours sont dispensés et ceux qui étudient la soudure, la menuiserie et la maçonnerie utilisent souvent leurs nouvelles compétences pour aider à la construction d'infrastructures dans le camp lui-même.

Comme cela a été rapporté dans un récent article de l'agence Anadolu, les réfugiés peuvent suivre les cours du Centre de formation profes-

⁴⁴ Source : <https://bit.ly/2RgiD3l>

sionnelle Don Bosco afin de pouvoir acquérir des compétences pour reconstruire leur pays le jour où ils pourront y retourner. « Nous nous armons de compétences que nous utiliserons pour reconstruire notre pays quand nous rentrerons chez nous », a déclaré Soieso Fumba, un réfugié congolais cité par l'article de l'agence Anadolu.

L'article relève que Fumba a assisté aux massacres de sa famille par des miliciens. Elle a fui et n'a jamais regardé en arrière ; elle a peur de rentrer chez elle car la zone est toujours trop dangereuse. Pendant son séjour à Kakuma, elle a saisi la plupart des occasions qui se présentaient à elle au Centre de formation professionnelle Don Bosco. « Quand je suis arrivée ici, j'étais étudiante. Je parlais français — mais pas un seul mot d'anglais. Maintenant je vais quitter cet endroit en étant designer professionnelle, si je puis dire. Je dessine des vêtements, je crée mes propres modèles et je suis sûre qu'une fois que je serais partie d'ici pour retourner chez moi, j'apporterai du changement ».

L'article cite une autre histoire, celle de Kabat Hasafa, 32 ans, qui s'est enfui d'Éthiopie car sa vie était en danger. Hasafa raconte :

J'étudie à l'école technique Don Bosco. J'apprends la menuiserie et la charpenterie. Je vis au camp de réfugiés de Kakuma 3. J'ai fui mon pays à cause de problèmes politiques. Vous savez, dans notre pays, il existe un fédéralisme ethnique. La majorité n'est pas favorable au fédéralisme ethnique. Si je dis ça, alors je m'oppose à ça. En quelque sorte, j'ai été blessé à cause de mes idées, c'est pourquoi je suis venu ici.

Il fait remarquer que les compétences qu'il a acquises au Centre Don Bosco l'aideront à subvenir aux besoins de sa famille :

Cela aide beaucoup car maintenant je suis étudiant. Mais quand j'aurai fini mes cours, je pourrai utiliser ce que j'apprends maintenant ici pour en faire mon métier et survivre. Je pourrai alors fonder une famille et la vie continuera aussi longtemps que vivra le UNHCR.

Gashane Mulambo, un plombier congolais de 23 ans, qui a perdu ses parents et sa sœur à cause d'une guerre tribale, affirme que les choses ont changé pour les réfugiés au Kenya.

Les missionnaires salésiens dirigent quatre établissements de formation technique dans le camp. Le centre principal propose des formations en technique commerciale, ainsi que des cours d'alphabétisation et de mathématiques. Une autre école technique forme à l'agriculture et les jeunes apprennent des techniques agricoles avancées. Une autre encore se concentre sur la technologie qui allie l'accès à la technologie et l'informatique. Le tout nouvel établissement propose des cours pour adultes en menuiserie, soudure, couture et anglais.

Au cours des dernières années, les programmes techniques des salésiens à Kakuma ont formé avec succès des milliers de jeunes gens qui ont appris de bons métiers pour gagner leur vie et subvenir aux besoins de leurs familles.

« Les réfugiés viennent généralement ici avec leurs compétences et leur expérience tandis que beaucoup d'autres acquièrent ici des compétences, de sorte qu'ils puissent facilement trouver du travail dans le pays d'accueil et contribuer ainsi à l'économie locale », déclare Danya Kattan. Kattan est un responsable des moyens de subsistance du UNHCR au Kenya. Il s'occupe des moyens de subsistance des réfugiés dans le camp de Kakuma et il a été cité dans l'article de l'agence Anadolu. Il a ajouté :

L'élément d'apprentissage de compétences dans la formation professionnelle les aidera à devenir autonomes sur le plan économique et leur permettra d'avoir un travail — non seulement dans le pays d'accueil, mais aussi dans leur pays d'origine où ils pourront participer à sa reconstruction à leur retour.

Les missionnaires salésiens sont présents dans le camp de réfugiés de Kakuma depuis 1993, lorsqu'ils ont établi un partenariat avec l'UNHCR pour la formation professionnelle. L'UNHCR fait observer que ce camp a été établi à l'origine, en 1992, pour accueillir des milliers de réfugiés soudanais fuyant la guerre civile.

CONCLUSION

Malgré les nombreux défis et contraintes, les institutions catholiques et leurs partenaires apportent une aide humanitaire vitale et une aide au développement aux migrants, aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et aux victimes du trafic des personnes en Afrique, où l'augmentation du nombre de catholiques est importante, allant de pair avec la croissance démographique.

Il est toutefois difficile de fournir une description exhaustive reflétant l'importance réelle du travail accompli par l'Église catholique en Afrique. Les milliers d'organisations catholiques réparties sur l'ensemble du continent sont engagées dans une multitude de projets concernant l'éducation, les moyens de subsistance, l'urgence, le secteur psycho-social, la défense des droits, la santé et le logement.

Cette étude est une première tentative pour rassembler, classifier et analyser une information sérieuse sur le ministère catholique des migrants en Afrique et révèle que la coopération et la collaboration par le biais de services pastoraux et sociaux rehaussent la dignité des migrants et des réfugiés et favorisent leur bien-être individuel et collectif.

